

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada  
Room 100,  
167 Lombard Ave.  
Winnipeg  
Manitoba  
R3B 0T6  
Bid Fax: (204) 983-0338**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada -  
Western Region  
Room 100,  
167 Lombard Ave.  
Winnipeg  
Manitoba  
R3B 0T6

<b>Title - Sujet</b> Water/Sewer Line Repairs	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W4M00-14C412/A	<b>Date</b> 2015-03-25
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> DND-W4M00-14C412	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$PWZ-211-9431
<b>File No. - N° de dossier</b> PWZ-4-37307 (211)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2015-04-13</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Central Daylight Saving Time CDT
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Wiebe, Amanda	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pwz211
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (204)983-7032 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (204)983-7796
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 17 WING WCEO CONTRACTS/SUPPLY BLDG 100 WESTWIN Manitoba R3J0T0 Canada	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W4M00-14C412/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur

pwz211

Client Ref. No. - N° de réf. du client

DND-W4M00-14C412

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

Cette page est intentionnellement laissée en blanc.

---

## TABLE DES MATIÈRES

### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Santé et sécurité
4. Compte rendu
5. Exigences relatives à la sécurité

### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes (DOC)
4. Lois applicables
5. Visite facultative des lieux

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

1. Instructions pour la préparation des offres

### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection
3. Classement

### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations exigées avec l'offre

### **PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Exigences en matière d'assurance

### **PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

#### **A. OFFRE À COMMANDES**

1. Offre - Annexe E
2. Exigences de sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Procédures pour les commandes subséquentes
8. Instrument de commande subséquente
9. Limites des commandes subséquentes
10. Limites financières
11. Ordre de priorité des documents
12. Attestations
13. Lois applicables
14. Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
15. Estimations

#### **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Conditions générales :

- |   |         |
|---|---------|
| (i) CG1 Dispositions générales              | R2810D; |
| (ii) CG2 Administration du contrat          | R2820D; |
| (iii) CG3 Exécution et contrôle des travaux | R2830D; |

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

(iv) CG4 Mesures de protection	R2840D;
(v) CG5 Modalités de paiement	R2550D;
(vi) CG6 Retards et modifications des travaux	R2865D;
(vii) CG7 Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D;
(viii) CG8 Règlement des différends	R2884D;
(ix) CG10 Garantie contractuelle	R2900D;
Conditions supplémentaires, le cas échéant :	
Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D;

## ANNEXES

Annexe A	Énoncé des travaux/ Cahier des charges
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Exigences en matière de santé et de sécurité – (Manitoba)
Annexe D	Formulaire de rapport d'usage périodique
Annexe E	Offre
	Appendix 1 Liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant
	Appendix 2 Attestation volontaire à l'appui du recours aux apprentis
Annexe F	Attestation d'assurance (les conditions d'assurance ont été modifiées. Reportez-vous à la partie 6 l'article 3)
Annexe G	Rapport Volontaire d'apprentis employés pendant les contrats
Annexe H	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)
Annexe I	Instrument de commande subséquente

## APPUYER LE RECOURS AUX APPRENTIS

Dans son Plan d'action économique de 2013, le gouvernement du Canada propose de soutenir l'embauche d'apprentis dans le cadre des projets de construction et d'entretien du gouvernement fédéral. Vous référer à IP11

## **PARTIE 1 — RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Introduction**

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1 Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;

Partie 3 Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations: comprend les attestations à fournir;

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et

Partie 7 : 7A, Offre à commandes; et 7B, Clauses du contrat subséquent:

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les exigences en matière de santé et de sécurité, les rapports d'usage, l'offre, la LVERS et toute autre annexe applicable au besoin.

### **2. Sommaire**

#### **Réparation de conduites d'eau et de conduites d'égout, 17<sup>e</sup> Escadre, BFC Winnipeg (Manitoba).**

Les travaux dans le cadre de la présente offre à commandes comprennent l'offre de main-d'œuvre autorisée et qualifiée, d'outils, d'équipement, de supervision et de matériel tel que le demande le ministère de la Défense nationale sous forme de commandes subséquentes pour assurer des services mécanique des travaux à la 17<sup>e</sup> Escadre, BFC Winnipeg (Manitoba). Les services doivent être fournis au fur et à mesure des besoins. On prévoit attribuer l'offre à commandes à une seule entreprise. L'offre à commandes sera établie pour une période de deux (2) ans avec trois (3) périodes de renouvellement facultatives d'un (1) an. On estime les dépenses totales pendant cette période à 500 000 \$ (TPS/TVH comprises).

La présente demande de propositions comporte des exigences OBLIGATOIRES. Voir la partie 4 et 5 de la DOC pour plus de détails.

Pursuant to section 01 of Standard Instructions 2006, Offerors must submit a complete list of names of all individuals who are currently directors of the Offeror. Furthermore, as determined by the Special Investigations Directorate, Departmental Oversight Branch, each individual named on the list may be requested to complete a Consent to a Criminal Record Verification form and related documentation..

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances, et la Partie 7A - Offre à commandes. Les offrants devraient consulter le document «Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

### 3. Exigences en matière de santé et de sécurité

Exigences en matière de santé et de sécurité : Ce besoin comporte des exigences en matière de santé et de sécurité. Voir l'annexe C.

### 4. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

### 5. Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 - Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 - Offre à commandes et clauses du contrat subséquent.

## PARTIE 2 - OFFRE À COMMANDES - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 1. Instructions et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande d'offre à commandes (DOC) par un titre, un numéro et une date sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Ce guide est disponible sur le site Web de TPSGC <http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC, et acceptent les modalités et conditions de l'offre à commandes et du contrat subséquent.

Les Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels 2006 (2014-09-25) sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

**Supprimer** : soixante (60) jours et **Insérer** : une cent vingt (120) jours

### 2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

#### 2.1 Révision d'une offre :

Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des offres au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des offres. Le document télécopié doit porter l'en-tête de lettre ou la signature de l'offrant.

Une révision du barème de prix unitaires doit clairement indiquer les modifications apportées aux prix unitaires et les articles particuliers faisant l'objet de la modification.

Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure doit clairement porter la mention confirmation.

Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, seules les révisions irrecevables devront être rejetées. L'évaluation portera sur l'offre initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

Numéro de télécopieur pour recevoir les révisions : **204-983-0338**

#### 2.2 Prix et/ou taux fermes :

L'offrant doit proposer des prix, des taux fermes ou les deux qui s'appliqueront pour toute la période de l'offre à commandes.

#### 2.3 Formulaire : Les offres non soumises au moyen du formulaire prescrit ne seront pas prises en considération.

#### 2.4 Modification : Toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du formulaire d'offre ou toute condition ou restriction ajoutée à l'offre constituera une cause directe de rejet de l'offre. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés à des énoncés ou à des chiffres inscrits sur le formulaire d'offre par l'offrant doivent être paraphés par la ou les personnes qui signent l'offre. Les initiales doivent être des paraphes originaux. Les modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés comme nuls et sans effet.

#### 2.5 Offres incomplètes : Les offres incomplètes pourraient être rejetées.

#### 2.6 Taxes :

L'offrant est tenu d'acquitter les taxes applicables.

Les offres ne doivent pas tenir compte du montant de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH), selon celle qui s'applique. Toutes les sommes prélevées au titre de la TPS/TVH doivent être facturées distinctement dans les factures soumises par l'entrepreneur et lui seront versées en sus de la somme approuvée par le Canada pour les travaux exécutés dans le cadre du contrat. L'entrepreneur devra verser la somme correspondante à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.

Le gouvernement fédéral est exonéré de la taxe de vente du Québec (TVQ). Les offrans ne doivent pas inclure, dans leurs prix, toutes les sommes correspondant à la TVQ sur les biens et services fournis dans l'exécution des travaux, à l'exception des sommes pour lesquelles on ne peut pas se prévaloir d'un remboursement de taxe d'intrant. L'offrant retenu doit s'adresser directement à la province du Québec afin de recouvrer toute TVQ acquittée par lui dans l'exécution des travaux dans le cadre du contrat.

## 2.7 Évaluation du rendement

Les offrans doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'entrepreneur pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et de la sécurité. Si le rendement de l'entrepreneur est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.

Une version électronique du formulaire PWGSC-TPSGC 2913, SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, utilisé pour évaluer le rendement est présenté sur le site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

## 3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins cinq (5) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrans devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrans. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrans.

## 4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la province ou le territoire de travail et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## 5. Visite des lieux - Facultative

Il est recommandé que l'offrant ou son représentant visite les lieux d'exécution des travaux. **On a pris des dispositions pour offrir une visite des lieux le 08 avril 2015, à 10 h, 17 Wing Winnipeg, Bldg. 100. Les offrans doivent communiquer avec le responsable de l'offre à commandes TOIS (3) jours avant la visite prévue afin de confirmer leur présence et de fournir le nom des personnes qui y participeront.** On pourrait demander aux offrans de signer une feuille de présence. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux offrans qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant, mais ces derniers pourront tout de même présenter une soumission. Toute précision ou modification de la demande d'offre à commandes à la suite de la visite des lieux sera incluse dans la demande d'offre à commandes, sous la forme d'une modification.



## PARTIE 3 — INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

### 1. Généralités

- 1.1 Inscrire le taux horaire ou le prix unitaire qui correspond à chaque catégorie de main-d'œuvre, d'outils ou d'articles du matériel énoncé dans le barème de prix unitaires figurant dans le formulaire d'offre. Inscrire la marge bénéficiaire en pourcentage pour le matériel non précisé, s'il y a lieu; tout supplément lié aux articles, notamment la marge bénéficiaire de l'entrepreneur pour le matériel non précisé, s'il y a lieu, et le montant total estimatif, TPS en sus.
- 1.2 Soumettre l'offre, dûment rempli, au bureau désigné à la page 1 de la DOC conformément aux instructions uniformisées.
- 1.3 Signer et inscrire la date l'offre en conformité avec la DOC.

### 2. Instructions concernant la préparation d'une offre

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique (1 copie papier)

Section II : Annexe E - Offre financière (1 copie papier)

Section III : Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- (a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

#### Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

### Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- (a) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA\_\_\_\_\_

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

Master Card \_\_\_\_\_

- (b) ( ) les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes subséquentes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

### **Section III : Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

## PARTIE 4 — PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

### 1. Procédures D'Évaluation

- (a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- (c) Les offres seront évaluées en fonction l'offre recevable comportant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'une offre à commandes.

#### 1.1 Évaluation technique

##### 1.1.1 Critères techniques obligatoires

##### a) EXIGENCES OBLIGATOIRES - Obligatoire dans le cadre de l'offre

- i) Critères techniques obligatoires.

**a) Capacité d'accomplir tous les travaux décrits à l'annexe «A», Énoncé des travaux.**

**b) Fourniture de prix comme demandé dans l'annexe «B», Base de paiement**

- ii) Conformément aux instructions générales, soumission de la demande d'offre à commandes (DOC), les offres doivent être soumis au bureau désigné pour la réception des offres, et doivent être reçues au plus tard à la date et heure de clôture des soumissions pour montré à la page 1 de la DOC. Un taux doit être saisi pour chaque élément énuméré dans le bordereau des prix unitaires de l'offre.

##### b) EXIGENCES OBLIGATOIRES - avant l'attribution de l'offre à commandes

- i) Exigences en matière de santé et de sécurité
- ii) Attestations pour le Code de conduite (*voir la Partie 5 - Attestations*)
- iii) D'assurance
- iv) Exigences relatives à la sécurité
- v) Certificats ou licences identifiées dans la DOC (par exemple: billets journeyman)

#### 1.2 Évaluation financière

- 1.2.1 Barème de prix - Un taux doit être précisé pour chaque élément.
- 1.2.2 Les offres retenues conformément à la Partie 4 seront évaluées en fonction du montant estimatif cité, TPS/TVH en sus. On prévoit attribuer une offre à commandes à l'offrant qui a déposé une offre conforme au plus bas prix.

### 2. Méthode de sélection

#### 2.1 Méthode de sélection – Prix évalué le plus bas

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable présentant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

## PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

### 1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

#### 1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une offre, l'offrant atteste en vertu de l'article 01 des Instructions uniformisées 2006 (2014-09-25), en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe requise à cet égard, aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

### 2. Attestations additionnelles préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

#### 2.2.1 Certificats ou licences identifiées dans la DOC

#### 2.2.2 Exigences relatives à la sécurité, conformément à l'article 1 des Partie 6.

#### 2.2.3 Exigences en matière de santé et de sécurité - conformément à l'Annexe C.

#### 2.2.4 Exigences en matière d'assurance, (Annexe F - Attestation d'assurance)

#### 2.2.5 Attestation pour ancien fonctionnaire M3025T (2014-11-27)

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

### Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;

- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

#### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui ( ) Non ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

#### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui ( ) Non ( )

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- 
- d. le montant du paiement forfaitaire;
  - e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
  - f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
  - g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

---

## PART 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, ET D'ASSURANCES

### 1. Exigences relatives à la sécurité

#### 1. Les conditions suivantes doivent être respectées avant l'émission de l'offre à commandes :

- a) l'offrant doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
- b) les individus proposés par l'offrant et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7A - Offre à commandes;
- c) l'offrant doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature classifiée ou protégée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.

#### 2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.

#### 3. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/lc-pl/lc-pl-fra.html#a31>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.

### 3. Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à R2900D CG10 (2008-05-12) si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

Attestation d'assurance attaché à Annexe F.

#### 1) Polices d'assurance

- a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
- b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

#### 2) Période d'assurance

- a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.

#### 3) Preuve d'assurance

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

- 
- a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

#### **4) Indemnités d'assurance**

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

#### **5) Franchise**

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.



## PARTIE 7 - CLAUSES ET CONDITIONS

### PARTIE 7(A) – OFFRE À COMMANDES

#### 1. Offre – jointe à l'ANNEXE E

- .1 Dispositions générales
- .2 Modalités financières
- .3 Prix

#### 2. Exigences relatives à la sécurité

#### EXIGENCE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ POUR ENTREPRENEUR CANADIEN: DOSSIER TPSGC N° W4M00-14-C438

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe H;
  - b) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur les exigences de sécurité, les promoteurs doivent consulter le site Web de la Sécurité industrielle à l'adresse : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>.

#### 3. Clauses et conditions uniformisées

- 1) .1 Conditions générales - offres à commandes, 2005 (2014-09-25)
- 2) Les documents identifiés par titre, numéro et date à l'alinéa 1) de la CS01 sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de <http://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

#### 4. Durée de l'offre à commandes

##### 4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées de deux ans après la date d'émission.

## 4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour trois (3) période supplémentaire de une année chacune, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

## 5. Responsables

### 5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Amanda Wiebe  
Agente d'approvisionnement  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
167, av. Lombard, pièce 100, Winnipeg, (MB), R3B 0T6  
  
Tél : (204) 510-9736  
Télec : (204) 983-7796  
Courriel: amanda.wiebe@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Direction: Attribution des marchés immobiliers

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes, de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. Au moment de passer une commande subséquente, en tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

### 5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme (représentant ministériel) pour lequel les travaux seront exécutés conformément à une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

## 6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes dans le cadre de l'offre à commandes est:

**Department of National Defence**  
**17 Wing, PO Box 17000 Stn Forces**  
**Winnipeg, MB**

## 7. Procédures pour les commandes subséquentes

1. Meilleure offre à commandes : l'offre qui fournit la meilleure valeur (le prix le plus bas) sera retenue.

Le chargé de projet établira la portée des travaux devant être exécutés par la firme de succès et de négocier le niveau d'effort requis pour effectuer le travail sur la base des taux horaires indiqués dans l'offre à commandes.

## 8. Instrument De Commande Subséquente

Voir l'annexe I

## 9. Limites des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 40,000.00 \$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

## 10. Limite financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de \_\_\_\_ \$ (à déterminer), (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

## 11. Ordre de priorité de documents

En cas d'incompatibilité entre les documents mentionnés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur cette même liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, y compris les annexes et les modifications;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2014-09-25), conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) toute modification apportée au contrat conformément aux clauses et aux conditions de l'offre à commandes;
- e) les conditions générales datées et énumérées dans la Partie 7B, Clauses du contrat subséquent;
- f) les conditions supplémentaires;
- g) Annexes :
  - Annexe A, Énoncé des travaux/spécifications et toute modification apportée au document d'appel d'offres et intégrée à l'offre à commandes avant la date d'échéance de celle-ci;
  - Annexe B, Base de paiement
  - Annexe C, Exigences en matière de santé et sécurité - Manitoba;
  - Annexe D, Formulaire de rapport d'usage périodique
  - Annexe F, Attestation d'assurance
  - Annexe G, Rapport Volontaire d'apprentis employés pendant les contrats
  - Annexe H; Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS);
- h) l'offre de l'offrant, annexe E, datée du \_\_\_\_\_ (insérer la date de l'offre).

## 12. Attestations

### 12.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition à l'autorisation de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

### 13. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur dans la province de travail et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### 14. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires A3025C (2013-03-21)

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

### 15. Estimation de coût

Dans le cas où une estimation de coût est exigée pour des travaux particuliers, l'utilisateur désigné fournira un énoncé des travaux requis à l'offrant, qui devra fournir à l'utilisateur désigné une estimation du coût des travaux particuliers, établie conformément aux dispositions relatives aux prix de l'offre à commandes. L'offrant ne devra entreprendre aucun des travaux particuliers tant qu'une commande n'aura pas été émise par l'utilisateur désigné. Les coûts estimatifs indiqués dans la commande subséquente ne pourront être dépassés sans l'autorisation écrite préalable de l'utilisateur désigné.

## PARTIE 7 (B) – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 1) Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes :
  - (a) Énoncé des travaux - L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes;
  - (b) Conditions générales :

(i)	CG1	Dispositions générales	R2810D	(2015-02-25);
(ii)	CG2	Administration du contrat	R2820D	(2015-02-25);
(iii)	CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2015-02-25);
(iv)	CC4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
(v)	CG5	Modalités de paiement	R2550D	(2015-02-25);
(vi)	CG6	Retards et modifications des travaux	R2865D	(2013-04-25);
(vii)	CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
(vii)	CG8	Règlement des différends	R2884D	(2008-05-12);
(ix)	CG10	Assurance	R2900D	(2008-05-12);
  - (c) Conditions supplémentaires;
  - (d) Coûts admissibles pour les modifications de contrat selon CG 6.4.1 R2950D (2015-02-25);
  - (e) Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
  - (f) Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission;
  - (g) Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux Conditions générales.
- 2) Les documents précisés à l'alinéa 1) par un numéro, une date et un titre sont incorporés par renvoi et sont reproduits dans le guide Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux (TPSGC). Le guide est offert sur le site Web de TPSGC :

<http://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

*NOTA : Il convient de signaler aux entrepreneurs qu'un exemplaire des conditions de travail et des échelles de justes salaires doit être affiché dans le lieu de travail, à un endroit facilement accessible.*

- 3) La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.
- 4) Un marché est conclu entre Canada et l'offrant lorsqu'une commande subséquente dûment signée est passée par le représentant ministériel et qu'elle est acceptée par l'offrant\*. L'offrant sera alors appelé « l'entrepreneur » et le contrat comprendra l'offre, les spécifications contenues dans le barème de prix unitaires ci-dessous, les Conditions générales et la commande subséquente.

### 5) Interprétation

« *Accepté par l'offrant* » signifie que l'offrant a accepté d'entreprendre les travaux et a commencé à les exécuter;

« *Ministre* » comprend toute personne agissant pour le ministre, son successeur, leurs adjoints légitimes et leurs représentants nommés aux fins de l'offre à commandes;

« *Représentant ministériel* » comprend le chargé de projet qui représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux seront effectués à la suite d'une commande subséquente à une offre à commandes et qui est responsable de toute question liée au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent;

« *Surintendant* » ou « *superviseur* » comprend l'employé ou le représentant de l'entrepreneur désigné par celui-ci pour agir à titre de surintendant;

« *Tableau des prix unitaires* » signifie le tableau des prix par unité figurant dans l'offre;

« *Travaux* » signifie, sous réserve de toute disposition contraire dans le contrat, tout ce que l'entrepreneur doit faire, fournir ou livrer pour exécuter le contrat, conformément aux travaux décrits dans chacune des commandes subséquentes ainsi que dans le devis descriptif ou dans l'énoncé des travaux.

## 1. CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES

**INSÉRER** les conditions supplémentaires suivantes dans les conditions générales subséquentes :

### 1.1 T1204 - demande directe du ministère client

1.1.1 Conformément à l'alinéa 221 (1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L. R., 1985, ch.1 (5<sup>e</sup> suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer, à l'aide des feuillets T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements contractuels versés aux entrepreneurs en vertu de marchés de services pertinents (y compris les marchés composés à la fois de biens et de services).

1.1.2 Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, l'entrepreneur est tenu de fournir au Canada, sur demande, son numéro d'entreprise ou numéro d'assurance sociale, selon le cas. (Ces demandes peuvent être formulées dans une lettre d'appel général envoyée aux entrepreneurs par écrit ou par téléphone).

### 1.2 Rapports périodiques

1.2.1 L'offrant doit soumettre à l'autorité contractante des rapports semestriels sur l'utilisation de l'offre à commandes faisant état du nombre et de la valeur globale des commandes, pour chaque destinataire. Les rapports doivent être présentés selon le modèle du « Formulaire de rapport d'usage périodique » ci-joint à l'annexe D et être transmis à l'autorité contractante au plus tard quinze (15) jours après la fin de la période visée.

1.2.2 L'offrant comprend que le non-respect de cette exigence peut donner lieu à la mise de côté de l'offre à commandes.

## 2. Durée du contrat

### 2.1 Période du contrat

Les travaux doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

## 3. Paiement

### 3.1 MODIFICATIONS À LA CLAUSE CG 5 MODALITÉS DE PAIEMENTS R2550D (2015-02-25)

**SUPPRIMER LES CLAUSES** CG 5.4, CG 5.5 et CG 5.6 et **INSÉRER** ce qui suit :

#### CG 5.4 Paiement

##### .1 Base de paiement

1. Lorsque la durée des travaux indiquée dans la commande subséquente est supérieure à 30 jours, l'entrepreneur peut présenter des réclamations périodiques mensuelles et aura droit de recevoir des paiements progressifs à intervalles mensuels ou autre intervalle convenu. Sous réserve d'une vérification par le représentant ministériel, le paiement des factures de l'entrepreneur pour des travaux exécutés de façon satisfaisante sera effectué au plus tard 30 jours après la réception des factures. La date d'échéance sera le 30<sup>e</sup> jour suivant la réception d'une facture dûment présentée.

2. L'offrant présentera au représentant ministériel une facture distincte pour chaque commande subséquente conformément aux instructions relatives à la facturation établie dans la présente. La facture dûment présentée est une facture remise au représentant ministériel selon le format convenu et elle contient suffisamment de précisions, de renseignements et de documents d'appui pour en permettre la vérification.

La facture de l'entrepreneur doit montrer séparément ce qui suit :

- (a) le montant du paiement progressif réclamé pour les services fournis de façon satisfaisante, TPS/TVH en sus;
- (b) le montant de toute taxe (TPS/TVH), calculé selon la législation fiscale fédérale applicable;
- (c) le montant total représentant la somme des montants décrits ci-dessus (a et b).

3. Le montant de la taxe que l'entrepreneur aura indiqué sur la facture sera payé par le Canada en plus du montant du paiement progressif réclamé pour les travaux exécutés de façon satisfaisante.

4. Si, dans les 15 jours suivant la réception de la facture, le représentant ministériel demande des renseignements supplémentaires aux fins de vérification, la période de paiement de 30 jours commencera après la réception des renseignements demandés. Le paiement sera effectué au plus tard le 30<sup>e</sup> jour suivant la réception de la facture corrigée ou des renseignements exigés.

.1 Tout paiement progressif mensuel versé à l'entrepreneur peut faire l'objet d'une retenue de 10 % qui sera payée à l'entrepreneur lors du paiement final, à moins que le paiement retenu ne soit requis par le Canada pour remédier aux défauts des travaux de l'entrepreneur;

.2 Lorsque la durée des travaux indiqués dans la commande subséquente est égale ou inférieure à trente (30) jours, l'entrepreneur peut recevoir un paiement unique à titre de paiement total des travaux exécutés.

5. À la suite de l'exécution des travaux indiqués dans la réclamation périodique, on pourrait demander à l'entrepreneur de fournir une déclaration statuaire remplie et signée indiquant que jusqu'à la date de la réclamation périodique, l'entrepreneur s'est acquitté de toutes les obligations légales quant aux conditions de travail et que relativement aux travaux, toutes les obligations légales de l'entrepreneur envers ses sous-traitants et fournisseurs, appelés collectivement « sous-traitants et fournisseurs » dans la déclaration, ont été remplies avant d'effectuer un autre paiement.

6. À la suite d'un avis écrit par un sous-traitant, avec lequel l'entrepreneur a un contrat direct, selon lequel un supposé paiement ne lui a pas été versé, le représentant ministériel fournit au sous-traitant une copie du dernier paiement progressif approuvé, qui a été versé à l'entrepreneur pour l'exécution des travaux.

7. À la suite de l'exécution de tous les travaux de façon satisfaisante, le montant exigible en vertu de l'entente, après déduction des paiements déjà effectués, est versé à l'entrepreneur dans les 30 jours suivant la réception d'une facture dûment présentée et, sur demande, accompagnée d'une Déclaration statuaire, conformément au paragraphe 5 ci-dessus.

### **3.2 Base de paiement - voir l'annexe B**

### **3.3 Limite de prix**

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### 3.4 Instructions supplémentaires relatives à la facturation

#### 1 — MDN

##### .1 Factures

- .1 Toutes les factures présentées pour paiement doivent indiquer :
  - .1 le numéro de commande de travail de génie construction;
  - .2 le numéro de dossier de génie construction;
  - .3 le numéro de la demande, DSS 942 (demande relative à un contrat);
  - .4 le numéro d'offre à commandes de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC);
  - .5 la même adresse que celle figurant sur le contrat de TPSGC.
- .2 Les factures doivent comprendre la ventilation suivante :
  - .1 Taux horaire par offre et heures de travail de chaque personne de métier;
  - .2 Une liste détaillée du matériel utilisé, par coût, doit figurer sur toutes les factures présentées pour paiement;
  - .3 Le total multiplié;
  - .4 La taxe sur les produits et services (TPS/TVH) doit être indiquée séparément;
  - .5 Lorsqu'il y a sous-traitance, une copie de la facture du sous-traitant doit accompagner la facture liée à la demande;
  - .6 Lorsqu'il y a un rabais ou une majoration, l'indiquer séparément.
- .3 Les factures présentées pour paiement en regard du présent contrat et qui ne sont pas correctement rédigées seront renvoyées à l'entrepreneur pour annotation appropriée avant de produire l'attestation des paiements.

### 3.5 Paiement des factures par carte de crédit (voir PARTIE 3)

La carte de crédit \_\_\_\_\_ est acceptée.

**OU**

Les cartes de crédit \_\_\_\_\_ et \_\_\_\_\_ sont acceptées.

L'article CG5.11 Retard de paiement, Intérêt sur les comptes en souffrance, de CG5 - Modalités de paiement R2550D (2014-06-26) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.



Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## ANNEXES

Annexe A	Énoncé des travaux / Cahier des charges
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Exigences en matière de santé et de sécurité
Annexe D	Formulaire de rapport d'usage périodique
Annexe E	Offre
	Appendice 1 - Liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant
	Appendice 2 - Attestation volontaire à l'appui du recours aux apprentis
Annexe F	Attestation d'assurance
Annexe G	Rapport Volontaire d'apprentis employés pendant les contrats
Annexe H	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)
Annexe I	Instrument de commande subséquente

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## ANNEXE A

Voir ci-joint Énoncé des travaux / Cahier des charges

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## ANNEXE B

### .1 Base de paiement

Les honoraires fondés sur le prix convenu seront payés à l'entrepreneur lorsque celui-ci aura fourni les services de manière satisfaisante, suivant l'approbation du représentant ministériel, mais ces honoraires n'excéderont pas les montants précisés dans la commande subséquente pour les travaux sans autorisation écrite.

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du marché, l'entrepreneur se verra payer un prix ferme, taxe sur les produits et services et taxe de vente harmonisée en sus, s'il y a lieu.

#### .1 Taux horaires :

L'entrepreneur sera payé selon des taux horaires fermes indiqués ci-dessous pour les travaux exécutés conformément au contrat.

Consulter les pièces jointes pour connaître les détails.

## ANNEXE C

### SANTÉ ET SÉCURITÉ OBLIGATOIRES - *Pour les travaux dans la province du Manitoba*

#### 1. INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP):

##### PROGRAMME DE CAT ET DE SÉCURITÉ

- 1.1 Avant l'édition d'offre à commandes, le soumissionnaire retenu remettra à l'autorité contractante les documents suivants :
  - 1.1.1 un relevé de fixation des taux particuliers et des taux sectoriels - Manitoba, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction;
  - 1.1.2 une lettre d'attestation de la Commission des accidents du travail, qui indique les directeurs, les supérieurs, les propriétaires et les partenaires qui seront sur le site ou qui prévoient l'être, et qui seront indemnisés, ou la documentation équivalente d'une autre juridiction; et;
  - 1.1.3 un certificat de reconnaissance ou un plan de sécurité enregistré, accepté par l'autorité compétente. Un programme de santé et de sécurité, exigé par la Loi sur la santé et la sécurité au travail de la province ou du territoire en question, serait accepté en remplacement du certificat de reconnaissance ou du plan de sécurité enregistré. Si aucun n'est requis par la loi, remplir et retourner plutôt le formulaire de déclaration ci annexé.
- 1.2 Le soumissionnaire retenu remettra tous les documents précités à l'autorité contractante au plus tard à la date précisée (habituellement trois à cinq jours après l'avis) par l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non conforme.

Exemption de l'application de programmes de sécurité génériques (*le Manitoba seulement*) - Les entrepreneurs ayant cinq (5) employés ou moins n'ont pas besoin de programme écrit. Cependant, la preuve de l'existence d'un système de gestion de la santé et de la sécurité demeure une exigence.

#### 2. CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS):

##### La Sécurité et la Santé lieu de travail

##### 1. EMPLOYEUR/ENTREPRENEUR PRINCIPAL

- 1.1 L'entrepreneur doit, aux fins de loi sur la sécurité et l'hygiène du travail du Manitoba, et des règlements qui l'accompagnent, et pour la durée du travail :
  - 1.1.1 agir en tant qu'employeur, lorsqu'il n'y a qu'un seul employeur sur le lieu du travail, en accord avec l'autorité compétente;
  - 1.1.2 d'assumer le rôle d'entrepreneur principal où il y deux employeurs ou plus qui s'occupent du travail, en même temps et au même endroit, en conformité avec ce que veut l'autorité compétente;
  - 1.1.3 s'il y a deux entrepreneurs ou plus qui travaillent simultanément et au même lieu de travail, sans limiter les conditions générales, de la commande du Canada\* :
    - 1.1.3.1 d'assumer, en tant qu'entrepreneur principal, la responsabilité des autres entrepreneurs du Canada;
    - 1.1.3.2 d'accepter un autre entrepreneur du Canada comme entrepreneur principal et de se soumettre au plan de santé et de sécurité propre au site de cet entrepreneur.

*Définition : après l'attribution du contrat, l'entrepreneur obéit à des ordres de modification*

##### 2. SOUMISSION

- 2.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada:

## 2.1 L'entrepreneur doit fournir au Canada:

- 2.1.1 avant la réunion précédant le commencement des travaux, une télécopie et une copie d'un avis de projet dûment rempli de TPSGC (formulaire PWGSC - TPSGC 458) (le formulaire sera fourni à l'entrepreneur proposé avant l'attribution); comme envoyé à l'Autorité A Juridiction (AHJ) ; et
- 2.1.2 avant le commencement des travaux et sans limiter les dispositions des Conditions générales :
  - 2.1.2.1 des copies de tous les autres permis, avis et documents connexes exigés par la portée des travaux/devis et/ou l'AC; et
  - 2.1.2.2 un site Santé et Sécurité spécifiques planifient comme demandé.

*NOTE : Il ne faut pas afficher de formulaires qui comportent des renseignements personnels portant sur des tiers, comme les noms des employés de l'entrepreneur ou autre information connexe.*

## 3. COORDONNÉES DES RESPONSABLES DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Les personnes citées ci-dessous sont les responsables de la main-d'œuvre de chaque province ou territoire. Elles ne sont pas des représentantes de la Commission des accidents du travail.

Veuillez ne pas communiquer avec les personnes ci-dessous pour des questions concernant la Commission des accidents du travail. Il faut adresser ce genre de demande à la Commission des accidents du travail, et lorsque cette dernière est composée de deux entités (main-d'œuvre et indemnisation), il faut s'adresser au responsable de l'indemnisation ou des services de l'employeur.

### **MANITOBA**

Travail du Manitoba  
Sécurité de lieu de travail et branche de santé  
200 – 401, avenue York  
Winnipeg (Manitoba) R3C 0P8  
Attention : Services à la clientèle

Téléphone : (204) 945-6848  
Télécopieur : (204) 945-4556

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

DÉCLARATION

DATE : \_\_\_\_\_

NOM DE L'ENTREPRISE : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

La présente société est exemptée de l'application de l'exigence de la Loi sur la sécurité et l'hygiène du travail du Manitoba de prévoir une politique et un programme de sécurité et d'hygiène du travail officiels, et ce, du fait que la société n'embauche pas à l'heure actuelle plus de cinq (5) employés, y compris ceux qui sont requis pour tous les projets actuels pour tous les clients.

Nombre actuel d'employés à temps plein : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
TITRE DE L'AGENT DE LA SOCIÉTÉ

\_\_\_\_\_  
SIGNATURE

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

**ANNEXE D**  
**Formulaire de rapport d'usage périodique**

Il faut présenter un rapport comme suit dans le cadre de la présente demande d'offre à commandes :

Retourner à :

Amanda Wiebe	204-983-7796	Amanda.wiebe@pwgsc-tpsgc.gc.ca
<i>Nom</i>	<i>Télec.</i>	<i>Courriel</i>

à :

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Attribution des marchés immobiliers, Direction générale des approvisionnements  
167, avenue Lombard, bureau 100  
C.P. 1408  
Winnipeg (Manitoba)  
R3C 2Z1

**RAPPORT SUR LE VOLUME D'ACTIVITÉ**

FOURNISSEUR : \_\_\_\_\_

RAPPORT POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE : \_\_\_\_\_

Description des travaux	N° de commande subséquente	FACTURE GLOBALE

**RAPPORT « NÉANT » :** Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral pendant cette période

**PRÉPARÉ PAR :**

NOM : \_\_\_\_\_

SIGNATURE \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE : \_\_\_\_\_

## ANNEXE E OFFRE

<b>Description de travail :</b> Winnipeg (Manitoba) Projets divers, TPSGC Réparation de conduites d'eau et de conduites d'égout
---

### 1. OFFRE

- .1 La présente offre à commandes est présentée par l'offrant soussigné, ci-après appelé « l'offrant », à Canada;
- .2 L'offre consiste à fournir tous les outils, outillages, équipements, services, matériaux et main-d'œuvre nécessaires pour exécuter et achever, consciencieusement et selon les règles de l'art, les travaux décrits ci-dessus;
- .3 Les travaux seront plus précisément décrits dans les commandes subséquentes passées par le chargé de projet, ci-après appelé le « représentant ministériel »;
- .4 Les commandes subséquentes peuvent être passées, à l'occasion, durant la période identifiée dans la partie 7A, la clause 4.1, ci-après dénommée la « durée ».

### 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- .1 Les spécifications contenues dans le barème de prix unitaires et les conditions générales de la présente offre, lorsque signée par l'offrant ou pour le compte de ce dernier, constitueront l'ensemble de l'offre, cette dernière étant soumise aux dispositions exprimées dans les présentes.
- .2 Le taux horaire et le prix unitaire proposés régissent le calcul du montant total estimatif; les erreurs dans la multiplication du prix unitaire et dans l'addition du prix estimatif total seront corrigées afin d'arriver au montant estimatif total.
- .3 La présente offre remplace et annule toutes les communications, négociations et ententes relatives aux travaux autres que celles contenues dans l'offre.
- .4 On ne peut retirer cette offre avant l'expiration d'un délai de 60 jours suivant la date de clôture de l'appel d'offres.

L'offrant s'engage :

- .1 à exécuter les projets commandés de temps à autre par le représentant ministériel sous la forme de **commandes subséquentes à une offre à commandes**, formulaire PWGSC/TPSGC 2829 ou 942, que l'offrant admet avoir en sa possession conformément aux exigences établies par les présentes, et en vue d'un paiement versé aux termes de l'article 3 ci-dessous;
- .2 à fournir, à la demande du représentant ministériel, un prix estimatif détaillé, calculé conformément à la section 4 ci-dessous, ainsi qu'un horaire de travail pour chaque projet;
- .3 à commencer les travaux dès la réception d'une commande subséquente découlant de la présente offre à commandes, dûment signée par le représentant ministériel.
- .5 La présente offre ne constitue pas un contrat comportant des obligations liant Canada à l'offrant. Le représentant ministériel aura le droit de passer une commande subséquente auprès d'autres offrants ayant présenté une offre à Canada.



- .6 Un marché est conclu entre Canada et l'offrant lorsqu'une commande subséquente dûment signée est passée par le représentant ministériel et qu'elle est acceptée par l'offrant. L'offrant sera alors appelé « l'entrepreneur » et le contrat comprendra l'offre, les spécifications contenues dans le barème de prix unitaires ci-dessous, les Conditions générales et la commande subséquente.
- .7 Le nombre d'heures prévues, les quantités de matériaux et d'outils et le montant alloué pour le matériel non précisé qui est établi dans le barème de prix unitaires serviront à l'analyse comparative des offres et ne constitue en aucun cas une obligation de la part de Canada à faire appel aux travaux, matériaux ou outillages énoncés dans les présentes.
- .8 L'offrant déclare et atteste qu'aucun pot-de-vin, présent, bénéfice ou autre avantage n'a été ni ne sera consenti, promis ou offert, directement ou indirectement, à un représentant ou à un employé du Canada ni à un membre de sa famille, en vue d'exercer une influence sur la conclusion ou la gestion du marché susceptible de découler de l'offre.

### 3. MODALITÉS FINANCIÈRES

- .1 Chaque article précisé dans le barème de prix unitaires du paragraphe 4.1 comprend les salaires, les frais de déplacement, les allocations, la surveillance, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances et l'utilisation d'outils, etc., les coûts indirects, les bénéfices et toute autre obligation financière.
- .2 Le matériel non précisé sera remboursé au coût net et sera appuyé par des factures auxquelles on ajoutera la marge bénéficiaire établie à la section 4 de la présente offre. « Coût net » désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour les matériaux requis par les travaux, et comprend les frais d'emballage, de traitement et de livraison moins les escomptes accordés à l'offrant. La marge bénéficiaire de l'offrant pour le matériel précisé comprend les coûts indirects, les bénéfices et toutes autres dépenses.
- .3 Les prix inscrits dans la section 4 de la présente offre comprennent l'ensemble des taxes fédérales, provinciales et municipales.
  - .1 Toutefois, ils ne comprennent pas les montants relatifs à la taxe sur les produits et services (TPS) ni à la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants appropriés de TPS/TVH seront versés par Canada à l'offrant en plus des montants précisés dans le contrat. L'offrant devra verser la somme appropriée à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.
  - .2 Les prix ne comprennent pas la taxe de vente du Québec. L'offrant doit s'adresser directement à la province du Québec afin de recouvrer le montant de taxe de vente acquittée par lui dans l'exécution des travaux dans le cadre du marché découlant de la présente offre.
- .4 La somme versée par Canada pour l'équipement spécial de l'offrant qui n'est pas couvert par le barème de prix unitaires, mais qui est requis sur le lieu du travail, ne dépassera pas les coûts de location sur place ou les taux demandés par l'association locale de construction pour de tels équipements, selon le plus bas prix.
- .5 Les frais de sous-traitance, notamment les coûts de location d'équipement spécial approuvé par le chargé de projet, seront remboursés au prix coûtant, avec une majoration de dix (10) pour cent pour couvrir les coûts indirects, les bénéfices et toutes autres dépenses. « Prix coûtant » désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour toute partie des travaux exécutée par des sous-traitants.
- .6 Établissement des prix
  - .1 Les prix exigés dans l'offre sont les suivants :
    - .1 taux horaire des heures normales de travail;
    - .2 taux horaire en dehors des heures normales de travail;

- 
- .3 la marge bénéficiaire de l'entrepreneur pour le matériel non précisé, les pièces de rechange, les permis et les certificats exigés, aux fins d'évaluation
- .2 Les taux horaires exigés dans l'offre et l'acceptation pour des types de services précis correspondront au coût total des travaux à exécuter, y compris, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit :
- .1 main-d'œuvre, y compris la supervision, les indemnités et l'assurance de responsabilité civile;
  - .2 temps de déplacement;
  - .3 transport/dépenses d'automobile;
  - .4 outils;
  - .5 coûts indirects et le profit;
  - .6 tout frais accessoire autre que l'achat de matériel et de pièces de rechange lié à la main-d'œuvre;
- .3 Les heures normales de travail seront de 7 h à 18 h, du lundi au vendredi.

#### 4. PRIX

L'offrant convient que les prix établis dans le tableau ci-dessous sont ceux mentionnés dans les sections 2 et 3 ci-dessus :

##### 4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux

##### BARÈME A) Période initiale de 2 ans

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Point	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation	Unité	Quantité/heures estimées	Prix unitaire	Prix total estimé
				\$      ¢	\$      ¢
	<b>Taux horaire, y compris le temps de déplacement, le carburant, l'huile, la maintenance et toutes les autres dépenses connexes</b>				
1.	a) <b>Durant les heures normales de travail</b> De 7 h 30 à 16 h 00, du lundi au vendredi				
	i) Pelle rétrocaveuse d'une capacité de 0,29 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	L'heure	300	\$	\$
	ii) Chargeuse frontale d'une capacité de 1,7 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	L'heure	300	\$	\$
	iii) Camion tandem d'une capacité de 3,82 m <sup>3</sup> , opérateur compris	L'heure	140	\$	\$
	iv) Défonceuse (Coût de l'heure pendant qu'elle est fixée à la pelle rétrocaveuse. Les frais d'utilisation de la pelle rétrocaveuse et le salaire de l'opérateur seront facturés séparément au taux horaire donné au point 1.00.)	L'heure	10	\$	\$
	v) Superviseur	L'heure	300	\$	\$
	vi) Plombier / Poseur de tuyaux	L'heure	300	\$	\$
	vii) Manœuvre général	L'heure	600	\$	\$
2.	b) <b>Hors des heures normales de travail</b> Du lundi au dimanche, incluant toute la journée du samedi et du dimanche, ainsi que les jours fériés				
	i) Pelle rétrocaveuse d'une capacité de 0,29 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	L'heure	50	\$	\$
	ii) Chargeuse frontale d'une capacité de 1,7 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	L'heure	50	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation  
**W4M00-14C412/A**  
 Client Ref. No. - N° de réf. du client  
 DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
 File No. - N° du dossier  
 PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
**pwz211**  
 CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	iii) Camion tandem d'une capacité de 3,82 m <sup>3</sup> , opérateur compris	<b>L'heure</b>	<b>18</b>	\$	\$
	iv) Défonceuse (Coût de l'heure pendant qu'elle est fixée à la pelle rétrocaveuse. Les frais d'utilisation de la pelle rétrocaveuse et le salaire de l'opérateur seront facturés séparément au taux horaire donné au point 1.00.)	<b>L'heure</b>	<b>2</b>	\$	\$
	v) Superviseur	<b>L'heure</b>	<b>50</b>	\$	\$
	vi) Plombier / Poseur de tuyaux	<b>L'heure</b>	<b>50</b>	\$	\$
	vii) Manœuvre général	<b>L'heure</b>	<b>100</b>	\$	\$
	Équipement – tout autre équipement lourd dont on pourrait avoir besoin doit être facturé à votre barème de prix actuel, plus majoration (pourcentage de majoration x 5 000,00 \$ = )	s/o	5 000,00 \$	_____ %	\$
	Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour le matériel non précisé, les pièces de rechange, ainsi que les permis et certificats requis (Pourcentage de major. x 40 000,00 \$ = )	s/o	40 000,00 \$	_____ %	\$
	Sable	m <sup>3</sup>	500	\$	\$
	Agrégat – Base A	m <sup>3</sup>	500	\$	\$
	Agrégat – Base B	m <sup>3</sup>	20	\$	\$
	<b>Sous-total A) : Montant total estimé pour les deux (2) premières années (TPS/TVH en sus)</b>				<b>\$</b>

#### 4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux (suite)

##### BARÈME B) Période option 1

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Point	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation	Unité	Quantité/heures estimées	Prix unitaire	Prix total estimé
				\$      ¢	\$      ¢
	<b>Taux horaire, y compris le temps de déplacement, le carburant, l'huile, la maintenance et toutes les autres dépenses connexes</b>				
<b>1.</b>	<b>a) Durant les heures normales de travail</b> De 7 h 30 à 16 h 00, du lundi au vendredi				
	i) Pelle rétrocaveuse d'une capacité de 0,29 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	<b>L'heure</b>	<b>300</b>	\$	\$
	ii) Chargeuse frontale d'une capacité de 1,7 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	<b>L'heure</b>	<b>300</b>	\$	\$
	iii) Camion tandem d'une capacité de 3,82 m <sup>3</sup> , opérateur compris	<b>L'heure</b>	<b>140</b>	\$	\$
	iv) Défonceuse (Coût de l'heure pendant qu'elle est fixée à la pelle rétrocaveuse. Les frais d'utilisation de la pelle rétrocaveuse et le salaire de l'opérateur seront facturés séparément au taux horaire donné au point 1.00.)	<b>L'heure</b>	<b>10</b>	\$	\$
	v) Superviseur	<b>L'heure</b>	<b>300</b>	\$	\$
	vi) Plombier / Poseur de tuyaux	<b>L'heure</b>	<b>300</b>	\$	\$
	vii) Manœuvre général	<b>L'heure</b>	<b>600</b>	\$	\$
<b>2.</b>	<b>b) Hors des heures normales de travail</b> Du lundi au dimanche, incluant toute la journée du samedi et du dimanche, ainsi que les jours fériés				
	i) Pelle rétrocaveuse d'une capacité de 0,29 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	<b>L'heure</b>	<b>50</b>	\$	\$
	ii) Chargeuse frontale d'une capacité de 1,7 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	<b>L'heure</b>	<b>50</b>	\$	\$
	iii) Camion tandem d'une capacité de 3,82 m <sup>3</sup> , opérateur compris	<b>L'heure</b>	<b>18</b>	\$	\$
	iv) Défonceuse (Coût de l'heure pendant qu'elle est fixée à la pelle rétrocaveuse. Les frais d'utilisation de la pelle rétrocaveuse et le salaire de l'opérateur seront facturés	<b>L'heure</b>	<b>2</b>	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	séparément au taux horaire donné au point 1.00.)				
	v) Superviseur	L'heure	50	\$	\$
	vi) Plombier / Poseur de tuyaux	L'heure	50	\$	\$
	vii) Manœuvre général	L'heure	100	\$	\$
	Équipement – tout autre équipement lourd dont on pourrait avoir besoin doit être facturé à votre barème de prix actuel, plus majoration (pourcentage de majoration x 5 000,00 \$ = )	s/o	5 000,00 \$	_____ %	\$
	Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour le matériel non précisé, les pièces de rechange, ainsi que les permis et certificats requis (Pourcentage de major. x 40 000,00 \$ = )	s/o	40 000,00 \$	_____ %	\$
	Sable	m <sup>3</sup>	500	\$	\$
	Agrégat – Base A	m <sup>3</sup>	500	\$	\$
	Agrégat – Base B	m <sup>3</sup>	20	\$	\$
	<b>Sous-total B) : Montant total estimé pour le Période option 1 (TPS/TVH en sus)</b>				<b>\$</b>

#### 4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux (suite)

##### BARÈME C) Période option 2

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Point	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation	Unité	Quantité/heures estimées	Prix unitaire	Prix total estimé
				\$      ¢	\$      ¢
	<b>Taux horaire, y compris le temps de déplacement, le carburant, l'huile, la maintenance et toutes les autres dépenses connexes</b>				
<b>1.</b>	<b>a) Durant les heures normales de travail</b> De 7 h 30 à 16 h 00, du lundi au vendredi				
	i) Pelle rétrocaveuse d'une capacité de 0,29 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	<b>L'heure</b>	<b>300</b>	\$	\$
	ii) Chargeuse frontale d'une capacité de 1,7 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	<b>L'heure</b>	<b>300</b>	\$	\$
	iii) Camion tandem d'une capacité de 3,82 m <sup>3</sup> , opérateur compris	<b>L'heure</b>	<b>140</b>	\$	\$
	iv) Défonceuse (Coût de l'heure pendant qu'elle est fixée à la pelle rétrocaveuse. Les frais d'utilisation de la pelle rétrocaveuse et le salaire de l'opérateur seront facturés séparément au taux horaire donné au point 1.00.)	<b>L'heure</b>	<b>10</b>	\$	\$
	v) Superviseur	<b>L'heure</b>	<b>300</b>	\$	\$
	vi) Plombier / Poseur de tuyaux	<b>L'heure</b>	<b>300</b>	\$	\$
	vii) Manœuvre général	<b>L'heure</b>	<b>600</b>	\$	\$
<b>2.</b>	<b>b) Hors des heures normales de travail</b> Du lundi au dimanche, incluant toute la journée du samedi et du dimanche, ainsi que les jours fériés				
	i) Pelle rétrocaveuse d'une capacité de 0,29 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	<b>L'heure</b>	<b>50</b>	\$	\$
	ii) Chargeuse frontale d'une capacité de 1,7 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	<b>L'heure</b>	<b>50</b>	\$	\$
	iii) Camion tandem d'une capacité de 3,82 m <sup>3</sup> , opérateur compris	<b>L'heure</b>	<b>18</b>	\$	\$
	iv) Défonceuse (Coût de l'heure pendant qu'elle est fixée à la pelle rétrocaveuse. Les frais d'utilisation de la pelle rétrocaveuse et le salaire de l'opérateur seront facturés	<b>L'heure</b>	<b>2</b>	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	séparément au taux horaire donné au point 1.00.)				
	v) Superviseur	L'heure	50	\$	\$
	vi) Plombier / Poseur de tuyaux	L'heure	50	\$	\$
	vii) Manœuvre général	L'heure	100	\$	\$
	Équipement – tout autre équipement lourd dont on pourrait avoir besoin doit être facturé à votre barème de prix actuel, plus majoration (pourcentage de majoration x 5 000,00 \$ = )	s/o	5 000,00 \$	_____ %	\$
	Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour le matériel non précisé, les pièces de rechange, ainsi que les permis et certificats requis (Pourcentage de major. x 40 000,00 \$ = )	s/o	40 000,00 \$	_____ %	\$
	Sable	m <sup>3</sup>	500	\$	\$
	Agrégat – Base A	m <sup>3</sup>	500	\$	\$
	Agrégat – Base B	m <sup>3</sup>	20	\$	\$
	<b>Sous-total C) : Montant total estimé pour le Période option 2 (TPS/TVH en sus)</b>				<b>\$</b>



#### 4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux (suite)

##### BARÈME D) Période option 3

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5	Col. 6
Point	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation	Unité	Quantité/heures estimées	Prix unitaire	Prix total estimé
				\$ ¢	\$ ¢
	<b>Taux horaire, y compris le temps de déplacement, le carburant, l'huile, la maintenance et toutes les autres dépenses connexes</b>				
<b>1.</b>	<b>a) Durant les heures normales de travail</b> De 7 h 30 à 16 h 00, du lundi au vendredi				
	i) Pelle rétrocaveuse d'une capacité de 0,29 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	<b>L'heure</b>	<b>300</b>	\$	\$
	ii) Chargeuse frontale d'une capacité de 1,7 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	<b>L'heure</b>	<b>300</b>	\$	\$
	iii) Camion tandem d'une capacité de 3,82 m <sup>3</sup> , opérateur compris	<b>L'heure</b>	<b>140</b>	\$	\$
	iv) Défonceuse (Coût de l'heure pendant qu'elle est fixée à la pelle rétrocaveuse. Les frais d'utilisation de la pelle rétrocaveuse et le salaire de l'opérateur seront facturés séparément au taux horaire donné au point 1.00.)	<b>L'heure</b>	<b>10</b>	\$	\$
	v) Superviseur	<b>L'heure</b>	<b>300</b>	\$	\$
	vi) Plombier / Poseur de tuyaux	<b>L'heure</b>	<b>300</b>	\$	\$
	vii) Manœuvre général	<b>L'heure</b>	<b>600</b>	\$	\$
<b>2.</b>	<b>b) Hors des heures normales de travail</b> Du lundi au dimanche, incluant toute la journée du samedi et du dimanche, ainsi que les jours fériés				
	i) Pelle rétrocaveuse d'une capacité de 0,29 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	<b>L'heure</b>	<b>50</b>	\$	\$
	ii) Chargeuse frontale d'une capacité de 1,7 m <sup>3</sup> , opérateur d'équipement lourd compris	<b>L'heure</b>	<b>50</b>	\$	\$
	iii) Camion tandem d'une capacité de 3,82 m <sup>3</sup> , opérateur compris	<b>L'heure</b>	<b>18</b>	\$	\$
	iv) Défonceuse (Coût de l'heure pendant qu'elle est fixée à la pelle rétrocaveuse. Les frais d'utilisation de la pelle rétrocaveuse et le salaire de l'opérateur seront facturés	<b>L'heure</b>	<b>2</b>	\$	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

	séparément au taux horaire donné au point 1.00.)				
	v) Superviseur	L'heure	50	\$	\$
	vi) Plombier / Poseur de tuyaux	L'heure	50	\$	\$
	vii) Manœuvre général	L'heure	100	\$	\$
	Équipement – tout autre équipement lourd dont on pourrait avoir besoin doit être facturé à votre barème de prix actuel, plus majoration (pourcentage de majoration x 5 000,00 \$ = )	s/o	5 000,00 \$	_____ %	\$
	Majoration de l'entrepreneur sur l'indemnité pour le matériel non précisé, les pièces de rechange, ainsi que les permis et certificats requis (Pourcentage de major. x 40 000,00 \$ = )	s/o	40 000,00 \$	_____ %	\$
	Sable	m <sup>3</sup>	500	\$	\$
	Agrégat – Base A	m <sup>3</sup>	500	\$	\$
	Agrégat – Base B	m <sup>3</sup>	20	\$	\$
	<b>Sous-total D) : Montant total estimé pour le Période option 3 (TPS/TVH en sus)</b>				<b>\$</b>

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

#### 4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux (suite)

#### 4.2 PRIX TOTAL ÉVALUÉ

Col. 1	Col. 2	Col. 3	Col. 4	Col. 5
Total partiel BARÈME A) Durée initiale deux an	Total partiel BARÈME B) Année d'option 1	Total partiel BARÈME C) Année d'option 2	Total partiel BARÈME D) Année d'option 3	Prix total évalué (col.1 + col.2 + col.3 + col.4 = col.5)
_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$ TPS/TVH en sus

Ces articles seront utilisés uniquement à des fins d'évaluation des coûts et ne constituent pas une garantie ou un engagement au nom du Canada de la quantité ou du montant qui sera utilisé dans le cadre de l'offre à commandes.

Un taux doit être précisé pour chaque élément.

L'offrant convient que le ou les prix unitaires proposés régissent le calcul du prix total évalué. L'offrant comprend que les erreurs dans la multiplication du prix unitaire, dans l'addition du prix estimatif total et du montant total évalué seront corrigées afin d'arriver au prix total évalué.

**On retiendra le prix évalué total de la colonne 5. On prévoit attribuer une seule offre à commandes pour l'offre recevable ayant le prix évalué le plus bas.**

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

**Appendix 1      LISTE COMPLÈTE DES NOMS DE TOUT LES INDIVIDUS QUI SONT ACTUELLEMENT  
ADMINISTRATEURS DU OFFRANTS**

*AVIS AUX OFFRANTS : IMPRIMEZ LISIBLEMENT OU LES DIRECTEURS DE TYPE LES NOMS DE FAMILLE ET LES NOMS  
DONNÉS*

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## APPENDICE 2 – ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS

*Avis; L'entrepreneur sera appelé à compléter à tous les six mois un rapport tel qu'inclus à l'annexe G*

*Nom:* \_\_\_\_\_

*Signature:* \_\_\_\_\_

*Nom de la compagnie:* \_\_\_\_\_

*Dénomination sociale:* \_\_\_\_\_

*Numéro de l'invitation à soumissionner:* \_\_\_\_\_

*Information optionnelle pouvant être fournie:* \_\_\_\_\_

*Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat:* \_\_\_\_\_

*Métiers spécialisés de ces apprentis;*

---

---

---

---

---

---

---

---

*Un exemple du « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats » qui sera à compléter est inclus à l'annexe G*

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

## ANNEXE F

Les conditions d'assurance ont été modifiés. Reportez-vous à la partie 6 l'article 3

Voir ci-joint

## ANNEXE G - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (exemple)

*(Ce rapport volontaire n'est pas requis lors du dépôt de soumission)*

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité.

Nombre d'apprentis embauchés	Métier spécialisé

(Ajouter des lignes au besoin)

Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

**ANNEXE H**  
**les exigences relatives à la sécurité industrielle**

Voir ci-joint



Solicitation No. - N° de l'invitation  
W4M00-14C412/A  
Client Ref. No. - N° de réf. du client  
DND-W4M00-14C412

Amd. No. - N° de la modif.  
File No. - N° du dossier  
PWZ-4-37307

Buyer ID - Id de l'acheteur  
pwz211  
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

---

**ANNEXE I**  
**Instrument de commande subséquente**

**Voir ci-joint**

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

DEVIS

CONVENTION D'OFFRE À COMMANDES (COC)

RÉPARATION DES CONDUITES DE DISTRIBUTION D'EAU

ET DES CONDUITES D'ÉGOUT SOUTERRAINES

17<sup>e</sup> ESCADRE, WINNIPEG (MANITOBA)

---

1 EMPLACEMENT DES TRAVAUX

- .1 Secteur Nord - 17<sup>e</sup> Escadre, Winnipeg (Manitoba).
- .2 Sites satellites :
  - .1 Manège militaire Minto, 969, avenue St Matthews, Winnipeg (Manitoba).
  - .2 Manège militaire McGregor, 551, avenue Machray, Winnipeg (Manitoba).
  - .3 Champ de tir St Charles.
  - .4 Manège militaire Chippawa, 51, chemin Navy, Winnipeg (Manitoba).

2 TRAVAUX COMPRIS

L'entrepreneur doit fournir l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux, des outils, du matériel, du transport, de l'administration et de la supervision nécessaires pour effectuer tous les travaux décrits dans le présent devis au fur et à mesure des besoins. Les travaux comprennent :

- .1 la fourniture du matériel nécessaire aux réparations requises;
- .2 la fourniture de la main-d'œuvre et des matériaux;
- .3 les réparations aux conduites de distribution d'eau et d'égout souterraines;
- .4 le dégel des conduites d'eau et des drains;
- .5 le remblayage;
- .6 le service de curage des conduites d'égout et des drains;
- .7 l'examen des conduites d'égout au moyen d'une caméra et la production de rapports;
- .8 le nettoyage et l'achèvement de l'aménagement paysager.

3 TRAVAUX NON COMPRIS

- .1 Remise en état des bordures de chaussée, de l'asphalte et des surfaces en béton.

4 EXIGENCES EN MATIÈRE DE SÛRETÉ

- .1 L'entrepreneur doit fournir à l'ingénieur le nom de tous ses employés qui devront accéder à la 17<sup>e</sup> Escadre et à ses unités subordonnées lors de l'adjudication du contrat et sur une base régulière lorsqu'il y a un changement dans ses effectifs ou à la demande de l'ingénieur.
- .2 Cette exigence est en place afin d'assurer un accès rapide à la 17<sup>e</sup> Escadre et à ses unités connexes. Si le nom d'un employé de l'entrepreneur n'est pas fourni à l'avance, cet employé s'exposera à un retard dans l'obtention de l'accès au chantier. Tout le temps perdu alors que les employés de l'entrepreneur attendent l'accès aux bâtiments en raison des noms qui n'ont pas été envoyés à l'ingénieur sera la responsabilité de l'entrepreneur.

5 ESTIMATION DES TRAVAUX

- .1 Les inspecteurs de contrats de l'ingénieur demanderont normalement un coût estimatif pour toutes les commandes subséquentes et considéreront comme acceptables les estimations données oralement.
- .2 Si une « proposition de prix » est exigée, une proposition écrite doit être envoyée par télécopieur à l'inspecteur de contrats de l'ingénieur qui en a fait la demande, sans frais pour le MDN.

6 APPELS DE SERVICE

- .1 L'entrepreneur doit être prêt à fournir un service d'urgence dans un délai de deux (2) heures suivant un appel de l'ingénieur, et ce, 24 heures par jour, 7 jours par semaine, et à fournir à l'ingénieur un numéro de téléphone où demander ce service. Les répondants ne seront pas acceptés.
- .2 Pour tous les autres travaux, l'entrepreneur doit communiquer avec l'ingénieur dans un délai de quatre (4) heures suivant la demande de service. Toutes les demandes de service seront confirmées par écrit au moyen d'une demande relative à une COC.

7 RESPONSABILITÉ

- .1 L'entrepreneur doit s'assurer que tous les travaux sont exécutés selon les règles de l'art par des gens de métier qualifiés.
- .2 Tous les travaux sont sujets à une inspection et doivent être exécutés à la pleine satisfaction de l'ingénieur.
- .3 L'entrepreneur doit fournir des fiches de travail quotidiennes indiquant les heures de début et de fin de chaque tâche effectuée dans le cadre du présent contrat.
- .4 Les fiches de travail devront être signées sur place par l'ingénieur ou par son représentant et être soumises avec chaque facture transmise aux fins de paiement.
- .5 Il incombe à l'entrepreneur de fournir les matériaux d'étalement, c.-à-d. des panneaux de contreplaqué, des coffrages préfabriqués, requis pour satisfaire aux exigences de la réglementation en matière de sécurité de la province.
- .6 L'entrepreneur ne doit pas utiliser d'appareil à flamme nue pour dégeler les conduites d'eau et d'égout gelées.
- .7 Tous les travaux de remplacement et de réparation de la conduite de distribution d'eau principale et des grandes conduites d'eau doivent être effectués conformément aux normes du devis de construction de la Ville de Winnipeg relatives aux essais et aux procédures de désinfection. Les raccords et matériaux connexes ainsi que les extrémités apparentes des tuyaux doivent être désinfectés avec de l'eau de Javel et un chiffon propre.

- .1 Généralités. Il incombe à l'entrepreneur de prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger son personnel (les travailleurs), les visiteurs, le grand public et la propriété contre tout dommage, pendant la durée du contrat.
- .2 Mesures de sécurité en construction. Observer et faire observer les mesures de sécurité exigées par le Code national du bâtiment du Canada, et par la réglementation et les autorités du gouvernement provincial, de la Commission des accidents du travail et de la localité.
  - .1 En cas de divergence entre les dispositions des sources susmentionnées, les sources des autorités compétentes prévaudront.
- .3 Procédures et matériel de travail.
  - .1 Tout le matériel et toutes les procédures de travail doivent être conformes aux normes prescrites par la loi.
  - .2 Un permis de « travail à chaud » est exigé pour tous les travaux à chaud, comme la soudure, le coupage ou le brasage, effectués n'importe où dans la base. Les permis de « travail à chaud » sont délivrés et vérifiés par le chef des pompiers de l'Escadre.
  - .3 Les grues, monte-charges ou échafaudages doivent être placés et utilisés de manière à ne pas causer de dommages au personnel, au matériel ou aux aéronefs à proximité, même en cas de chute de charges sous élingue ou d'objets plus petits, ou d'effondrement du matériel.
- .4 Barrières. Mettre des barrières en place autour des aires de travail dangereuses, des tranchées et des excavations.
- .5 Chantiers laissés sans surveillance. Lorsque les chantiers sont laissés sans surveillance, surtout la nuit, le matériel à moteur doit être laissé sans énergie potentielle; le matériel doit être empilé et rangé de manière sécuritaire, et les échelles portables qui mènent à des plates-formes de travail surélevées doivent être enlevées et mises en lieu sûr.
- .6 Procédure de cadenassage. Lorsque des personnes pourraient être en danger si l'installation, la machinerie ou le matériel était remis sous tension ou en mouvement pendant des travaux d'inspection, d'entretien ou de réparation, des procédures de cadenassage doivent être appliquées. Ces procédures doivent être exécutées par les ouvriers qualifiés du MDN, bien que chaque ouvrier qualifié ou travailleur qui a la responsabilité d'effectuer le travail ou de s'occuper du matériel/de l'installation devra effectuer son propre cadenassage.
- .7 Personnel de sécurité et responsabilités :
  - .1 L'entrepreneur doit fournir le personnel qualifié, mettre en place un programme de sécurité pour son personnel et s'assurer que les normes du MDN et de la province en matière de santé et de sécurité sont respectées.
  - .2 Le MDN doit surveiller quotidiennement le respect des exigences de sécurité, ainsi que la mise à jour et la conservation des registres de sécurité. Une première infraction aux normes de sécurité entraînera l'examen du contrat, et le rapport écrit de cet examen fera partie intégrante du contrat.
  - .3 L'entrepreneur doit signaler au superviseur du contrat et aux autorités compétentes tout accident ou incident mettant en cause des membres de son personnel, du MDN ou du public

et/ou des biens et découlant de l'exécution de travaux par l'entrepreneur.

- .8 Retard en raison d'infractions aux règlements sur la santé et la sécurité :
  - .1 L'entrepreneur doit inclure toutes les dispositions du contrat dans toutes les ententes qu'il signe avec des sous-traitants et faire en sorte que ceux-ci soient aussi responsables d'effectuer le travail de manière sécuritaire.
  - .2 Si l'entrepreneur est responsable d'un retard en raison d'une infraction aux exigences de la réglementation sur la santé et la sécurité, il devra, sans frais additionnels pour le MDN, effectuer les heures supplémentaires et acheter et exploiter le matériel ou les matériaux qui sont nécessaires, selon le superviseur du contrat, pour éviter des retards dans l'achèvement final des travaux ou dans les opérations connexes.
- .9 Exigences en matière de sécurité-incendie. Se conformer aux consignes d'incendie et aux précautions de sécurité en cas d'incendie à l'endroit des entrepreneurs civils émises par le Chef des pompiers de l'Escadre.
- .10 Surcharge. Aucun ouvrage ne doit être chargé de manière à en compromettre la sécurité.
- .11 Ouvrages d'étaieement temporaires. Les ouvrages d'étaieement temporaires doivent être conformes à la norme CSA S269.1-1975, ainsi qu'aux lois et aux règlements fédéraux, provinciaux et locaux relatifs à ce type d'ouvrage.
- .12 Solvants et adhésifs. Prendre les précautions adéquates contre les incendies. Il est interdit de fumer dans l'aire des travaux. N'utiliser ces substances que dans des aires bien aérées. Ne pas éliminer les déchets volatils, comme les diluants à peinture, etc., dans les égouts sanitaires ou pluviaux.

#### 10 MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 Les fiches signalétiques doivent être fournies à l'officier du génie construction de l'escadre pour tous les produits réglementés qui sont apportés à la 17<sup>e</sup> Escadre.

#### 11 FACTURES

- .1 Toutes les factures soumises pour paiement doivent être accompagnées de la demande relative à une convention d'offre à commandes.
- .2 Les factures doivent détailler les coûts de la façon suivante :
  - .1 le tarif de rémunération et le nombre d'heures de travail pour chaque ouvrier;
  - .2 une liste détaillée des matériaux utilisés, classés en fonction de leur coût, laquelle doit figurer sur chaque facture présentée au service financier pour paiement;
  - .3 le total calculé;
  - .4 la taxe sur les produits et services (TPS) doit être inscrite séparément;
  - .5 lorsque des sous-traitants sont engagés, joindre à la facture une copie de leurs factures;
  - .6 lorsqu'un rabais ou une majoration est applicable, l'inscrire séparément.
- .3 Les factures soumises pour paiement relativement au présent contrat doivent être convenablement identifiées, sans quoi elles

seront retournées à l'entrepreneur pour qu'il effectue l'annotation correctement avant que la certification aux fins de paiement soit émise.

## 12 RÉUNIONS SUBSÉQUENTES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT

Après l'attribution du contrat de service, l'entrepreneur doit rencontrer le responsable des services sur place afin de recevoir les instructions de travail.

## 13 EXCAVATION ET ASSISE

- .1 Toutes les tranchées doivent être à ciel ouvert et avoir une largeur minimale égale au diamètre de la conduite plus 609,6 mm pour permettre la mise en place et le raccordement approprié des conduites.
- .2 L'entrepreneur doit satisfaire aux exigences de la province en matière de sécurité pour chaque excavation de tranchée sans frais supplémentaires.
- .3 Les tranchées devraient être exemptes d'eau en tout temps et la conduite ne doit en aucun cas être utilisée comme drain. Les déblais excavés doivent être bien entassés de façon à permettre une exécution efficace des travaux et à déranger le moins possible les installations existantes. Les chemins et les sentiers doivent rester ouverts grâce à l'utilisation de plaques d'acier ou d'autres matériaux de franchissement temporaires, à la satisfaction de l'ingénieur.
- .4 Toutes les conduites doivent être installées dans une tranchée à fond plat sans blocs d'assise. Le fond de la tranchée doit être nivelé et compacté adéquatement pour fournir une base uniforme à l'assise de la conduite.
- .5 Toutes les conduites doivent être posées sur une couche de sable compacté d'au moins 101,6 mm. L'assise doit être placée et compactée de façon à supporter adéquatement la moitié inférieure de la conduite.

## 14 REMBLAYAGE

- .1 Le remblai initial à partir du dessus du lit jusqu'à 304,8 mm au-dessus de la conduite doit être composé de sable, de gravier concassé, de pierre concassée ou de déblais excavés adéquats, exempts de particules rocheuses de plus de 38,1 mm de diamètre et pouvant être compacté selon les prescriptions ci-dessous. Le remblai ne doit pas contenir de matière congelée, de mâchefer, de déchets, de matières organiques ou végétales ou d'autres matériaux considérés comme inadéquats par l'ingénieur. Le remblayage initial doit être placé manuellement en couches de 101,6 mm et compacté à une masse volumique maximale de 90 % (selon la plus récente édition de la norme ASTM D698). Il faut faire attention pour bien compacter le remblai sous la conduite de manière à donner un soutien ferme.
- .2 La dernière couche de remblai peut être composée de déblais exempts de mâchefer, de cendres, de déchets et de matières organiques ou végétales, mais doit contenir jusqu'à 20 % de pierres ou de moellons d'un diamètre d'au plus 203,1 mm. Le remblai doit être compacté à 90 % de la densité maximale (selon la plus récente édition de la norme ASTM D698).

15 REMBLAYAGE AUX CHEMINS ET AUX SERVICES PUBLICS

Aux endroits où les routes existantes ou les services publics existants passent au-dessus des nouveaux services, tout remblai doit être du remblai granulaire selon les prescriptions de l'article « Remblayage ». Aux passages à niveau, les couches de base et les pentes doivent être conformes au profil transversal original du chemin. Le remblai granulaire sous un service public existant doit être incliné à angle d'au moins 45° vers l'extérieur à partir du service public. Le remblai granulaire doit être placé en couches de 152,4 mm et chaque couche doit être tassée au compacteur à l'essence jusqu'au 90 % de sa masse volumique maximale (selon la plus récente édition de la norme ASTM D698).

16 REMISE EN ÉTAT DES SURFACES

- .1 Après le remblayage, la surface doit être remise à son état et à son niveau d'origine et doit être exempte d'ornières et d'aspérités.
- .2 Exclusions : les dispositions des paragr. 3.1 et 3.2.
- .3 Tous les déblais excédentaires doivent être enlevés du chantier et éliminés.

17 MODALITÉS DE PAIEMENT

- .1 Les paiements aux tarifs quotidiens calculés au prorata pour du matériel divers ne seront faits que pour le temps productif sur le chantier.
- .2 Le salaire horaire des ouvriers ne sera payé que pour le travail productif sur le chantier.
- .3 Le tarif horaire du matériel avec opérateur ne sera payé que pour le temps productif sur le chantier.

18 NETTOYAGE

À la fin des travaux visés par la présente section, enlever tous les matériaux de surplus, les outils, le matériel et les débris et laisser le lieu des travaux propre et en bon état, à l'entière satisfaction de l'ingénieur.

19 DÉFINITION

- .1 Le travail productif est défini comme du travail menant ou visant à une production.
- .2 Le temps productif est défini comme la durée du travail effectué sur le chantier.